

Pleins feux sur le Maghreb

dont le Canada, à la recherche de programmes d'enseignement à distance, d'éducation assistée par ordinateur et d'alternance travail-études. La Libye est une cliente de longue date des services éducatifs canadiens. Elle nous envoie chaque année de nombreux étudiants et dispose dans notre pays d'un service de coordination permanent.

La protection de l'environnement, elle aussi, prend de l'essor. Le Maroc est préoccupé surtout par la détérioration de ses ressources en eau, par la désertification et par la progression rapide de la pollution. En Tunisie, l'Office national de l'assainissement (ONAS) a mis en évidence des débouchés — usines de traitement des eaux usées, recyclage du papier, plastique et verre.

L'énergie est le secteur porteur de l'économie de la Libye, qui possède les plus importantes réserves documentées de pétrole, sans oublier les découvertes des plus prometteuses faites sur son sol. Mais c'est l'Algérie qui suscite le plus d'intérêt. La Sonatrach (www.sonatrach.dz), 11^e pétrolière au monde, y va avec un investissement

de 20 milliards \$US pour exploiter les nouveaux gisements. Au Maroc, les entreprises canadiennes pourront se prévaloir des débouchés liés à l'exploitation de centrales électriques et à l'utilisation accrue du gaz naturel grâce au pipeline Maghreb-Europe. Cabre Exploration, entreprise établie à Calgary, investit actuellement dans des projets de prospection minière et gazière au titre de trois licences.

Dans toute la région, c'est le secteur minier qui a été le plus touché par la privatisation et l'investissement étranger. L'Algérie et la Mauritanie ont modifié leurs codes d'exploitation minière afin d'autoriser une plus grande participation étrangère. Les deux pays possèdent d'énormes quantités de ressources non exploitées, notamment l'or, les diamants, le cuivre et le cobalt. En vue d'attirer des investisseurs, le Maroc a lancé un plan ambitieux, le Programme national de cartographie géologique (PNCG) dans le cadre duquel on a confié à l'entreprise canadienne Geotterex Dighem deux volets d'un vaste projet de levés géophysiques par

hélicoptère. Les produits/services connexes y trouvent aussi leur compte : en Mauritanie, General Motors, de London, et Consolequip inc., de Montréal, sont d'importants fournisseurs des locomotives et du matériel roulant utilisés pour le transport de minerai de fer du désert à la côte Atlantique.

Le secteur agroalimentaire offre lui aussi d'intéressants débouchés. Avec l'accroissement de la consommation, les entreprises tunisiennes recherchent des ententes de partenariat afin d'élargir leur éventail de produits. Le conditionnement et la confection de nouveaux produits secondaires (confiseries, céréales) sont des créneaux dignes d'intérêt. Les industries agroalimentaires du Maroc offrent de bonnes possibilités pour les entreprises canadiennes, notamment en ce qui concerne la transformation alimentaire, l'entreposage et la conservation des aliments (réfrigération, conditionnement, ionisation et irradiation), les systèmes de traitement et les systèmes d'établissement de prix, les techniques de culture en serre et tous les types de formation.

À votre service au Maghreb

En 1999, le Canada et l'Algérie ont signé une convention de double imposition, qui devrait être ratifiée sous peu; une convention similaire avec le Maroc est en vigueur depuis 1975. Le Maroc et le Canada négocient également une convention sur la sécurité sociale qui, lorsqu'elle sera mise en oeuvre, confèrera aux personnes qui ont vécu ou travaillé dans l'un des deux pays le droit aux prestations sécurité de la vieillesse, de retraite, d'invalidité ou de survivant (www.brdc-drbc.gc.ca/isfp).

La Société pour l'expansion des exportations (www.edc.ca) aide les exportateurs/investisseurs canadiens dans la région. En Algérie, la SEE offre deux lignes de crédit, l'une auprès de la Banque algérienne de développement, l'autre auprès de Sonatrach.

Le Conseil du partenariat Canada-Maroc a pour mandat de conseiller les deux gouvernements sur les partenariats technologiques et économiques, et de sensibiliser les entreprises canadiennes et marocaines aux occasions d'affaires

offertes dans les deux pays (www.palantir.ca/the-alliance et www.cgem.org).

L'ACDI (www.acdi-cida-gc.ca) administre deux programmes au Maghreb, le Fonds de développement du secteur privé (FDSP) qui cherche à améliorer l'efficacité de l'économie en favorisant le développement d'un secteur privé plus concurrentiel et performant, et un programme de renforcement des institutions — le PRICAL en Algérie, le PRICAT en Tunisie et le PRICAM au Maroc.